



COMBATTRE LES INÉGALITÉS EN PÉRIODE DE COVID-19

Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020



Development
Finance
International



OXFAM

La pandémie de COVID-19 s'est abattue sur un monde très mal préparé pour y faire face, car les pays s'étaient montrés jusqu'alors incapables de déployer des politiques de lutte contre les inégalités. Parmi les pays évalués au regard de l'indice ERI 2020 (Engagement à réduire les inégalités), un sur six seulement consacrait un budget suffisant à la santé, seulement un tiers des travailleurs et travailleuses dans le monde bénéficiaient d'une protection sociale appropriée et au moins un tiers d'entre eux dans plus de 100 pays ne disposaient d'aucune protection du travail comme les congés maladie. De nombreuses personnes se retrouvent ainsi exposées à la mort et au dénuement, et les inégalités augmentent de manière considérable. Certains États, comme la Corée du Sud, montrent la voie en associant bataille contre la COVID-19 et lutte contre les inégalités.

Cette troisième édition du rapport sur l'indice ERI recommande à tous les gouvernements d'adopter des politiques fortes de lutte contre les inégalités en matière de services publics, de fiscalité et de droit du travail, afin de réduire drastiquement le fossé entre les riches et les pauvres. La communauté internationale doit les aider au moyen des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, de mesures d'allègement de la dette et de taxes mondiales de solidarité.

Voir également le site de l'indice ERI et la note méthodologique sur www.inequalityindex.org

RÉSUMÉ

INDICE ERI 2020 : L'ÉCHEC DANS LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS LAISSE LES PAYS TERRIBLEMENT DÉPOURVUS FACE À LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

L'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) 2020 met en lumière l'impréparation de la majorité des pays du monde face à la pandémie de coronavirus. Des niveaux de dépense dérisoires pour la santé publique, des systèmes de protection sociale faibles et des droits du travail fragiles les ont rendus cruellement et inutilement vulnérables. L'incapacité des gouvernements à combattre les inégalités contraint maintenant les citoyen-ne-s ordinaires à faire les frais de la crise et à en payer le prix fort.

Seulement 26 des 158 pays étudiés par Oxfam et Development Finance International (DFI) pour établir l'indice ERI de cette année consacraient la part recommandée de 15 % de leur budget de santé¹ destinée à la lutte contre la pandémie. L'Inde, par exemple, n'y a alloué que 4 %. Dans 103 pays, au moins un tiers des travailleurs et travailleuses ne disposaient d'aucune protection du travail comme les congés maladie. Seuls 53 pays avaient des systèmes de protection sociale contre le chômage et la maladie, ne couvrant en outre que 22 % de l'ensemble des travailleurs et travailleuses².

À l'inverse, les États déjà engagés dans la réduction des inégalités se sont révélés les plus à même d'affronter les défis économiques et sanitaires posés par le coronavirus. Ils étaient les mieux armés pour garantir la meilleure protection possible à leurs citoyen-ne-s ordinaires et pour s'assurer que l'impact du virus n'était pas dicté par le niveau de richesse.

INDICE DE L'ENGAGEMENT À LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS 2020

Il s'agit de la troisième édition de l'indice ERI, qui classe 158 États du monde d'après leur engagement à réduire les inégalités. Il mesure les politiques et les actions des gouvernements dans trois domaines ayant un impact direct et avéré sur la réduction des inégalités³ :

1. Services publics (santé, éducation et protection sociale)
2. Fiscalité
3. Droits du travail⁴

Bien que ces trois piliers thématiques restent les mêmes, la méthodologie employée pour l'indice ERI 2020 a été considérablement remaniée par rapport à celle de 2018 (voir la Figure 1)⁵. Chaque pilier comporte désormais trois niveaux d'indicateurs :

1. Indicateurs d'engagement politique : ils mesurent l'engagement des gouvernements au travers de leurs politiques (qui ne sont pas forcément toujours mises en pratique) ;
2. Indicateurs de couverture ou de mise en œuvre : ils s'intéressent aux personnes couvertes (ou non) suite aux mesures politiques déployées, et à la manière dont un gouvernement transpose dans la pratique les politiques définies sur le papier ;
3. Indicateurs d'impact : ils mesurent l'impact des mesures politiques sur les niveaux d'inégalités.

Du fait de ces changements dans la méthodologie de l'indice, une comparaison directe entre les scores d'un pays à l'ERI 2018 et à l'indice de 2020 peut ne pas refléter fidèlement les performances

du pays en question. C'est pourquoi notre analyse des changements se concentre sur les évolutions politiques concrètes observées depuis l'indice de 2018.

Figure 1 : L'indice ERI 2020 – piliers et indicateurs

	DÉPENSES EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	PROGRESSIVITÉ FISCALE	DROIT DU TRAVAIL ET SALAIRES DÉCENTS
Indicateurs politiques	<ul style="list-style-type: none"> • PS1a Éducation • PS1b Santé • PS1c Protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • T1a Impôt sur le revenu des particuliers • T1a Impôt sur les sociétés • T1a Taxe sur la valeur ajoutée • T1b Pratiques fiscales dommageables 	<ul style="list-style-type: none"> • L1a Droit du travail • L1b Droit des femmes au travail • L1c Salaire minimum
	Dépenses en % du budget total	Structures fiscales progressives	Efforts déployés par les gouvernements pour protéger les travailleuses et les travailleurs dans le droit et dans la pratique
Indicateurs de mise en œuvre ou de couverture	<ul style="list-style-type: none"> • PS2a Part des 20% les plus pauvres terminant l'enseignement secondaire • PS2b Couverture santé universelle et dépenses directes en matière de santé • PS2c Couverture des régimes de retraite 	<ul style="list-style-type: none"> • T2 Rendement fiscal (TVA, impôt sur le revenu des particuliers et impôt sur les sociétés) 	<ul style="list-style-type: none"> • L2a Taux de Chômage • L2b Part de l'emploi vulnérable
Indicateurs de l'impact	<ul style="list-style-type: none"> • PS3 Impact des dépenses sur les inégalités (Gini) 	<ul style="list-style-type: none"> • T3 Impact de la fiscalité sur les inégalités (Gini) 	<ul style="list-style-type: none"> • L3 Impact du revenu du travail (salaire) sur les inégalités (Gini)
Score ERI total	Moyenne des scores sur les 3 piliers		

RÉSULTATS GLOBAUX

Vous retrouverez les classements complets pour l'indice ERI 2020 au niveau mondial et régional dans l'Annexe 1 du rapport complet.

Les bons élèves

La plupart des pays occupant les premières places de l'indice sont des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Forts d'un produit intérieur brut (PIB) supérieur, ils bénéficient d'une marge de manœuvre bien plus grande pour augmenter les recettes de l'impôt progressif du fait du nombre plus élevé de particuliers et d'entreprises percevant des revenus élevés. Ils sont donc plus en capacité de consacrer ces recettes aux services publics et à la protection sociale.

La Norvège occupe la première place de l'indice ERI 2020 en obtenant notamment le meilleur score en matière de droits du travail. Le pays affiche le sixième plus faible niveau d'inégalités dans le monde, mais a considérablement baissé ses taux maximum d'imposition sur les revenus des particuliers et des sociétés depuis 2000, si bien que la fiscalité joue désormais un moindre rôle dans la réduction des inégalités. Les inégalités et la pauvreté ont augmenté dans l'ensemble au cours de la

dernière décennie⁶ et 15 pays de l'OCDE se classent mieux que la Norvège en matière d'inégalités de richesses. Toutefois, même les pays en tête du classement pourraient faire beaucoup mieux, d'autant que bon nombre d'entre eux sont depuis des décennies en retard sur leurs engagements historiques à adopter des politiques susceptibles de réduire les inégalités.

Par exemple, depuis une vingtaine d'années, les gouvernements successifs du Danemark soutiennent des politiques fiscales ayant pour effet d'accroître les inégalités, remettant en cause les niveaux d'inégalités historiquement bas au sein de la population⁷. Depuis 2010, la croissance des revenus stagne pour les 40 % ayant les revenus les plus bas⁸, tandis que les 10 % les plus riches détiennent désormais près de la moitié de la richesse totale du pays⁹. On assiste en outre à une baisse alarmante des dépenses pour l'éducation, un secteur pourtant essentiel pour déployer des mesures de redistribution en vue de juguler les inégalités croissantes¹⁰. On s'attend toutefois à ce que le nouveau gouvernement danois, élu en 2019, inverse certaines de ces tendances négatives, ce dont on ne pourrait que se réjouir. À la quatrième place du classement ERI, la Belgique n'arrive que 37^e en matière de fiscalité, ce qui s'explique en partie par les récentes baisses d'impôts sur les sociétés. Alors que l'Allemagne se classe troisième dans l'indice global, ses dépenses pour l'éducation sont aussi faibles que le Soudan du Sud, avec 9,35 % du budget de l'État ; il s'agit de l'un des pays les moins bien classés du pilier des dépenses publiques. En d'autres termes, les pays les plus performants pourraient faire beaucoup mieux.

D'autres pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne s'en sortent pas aussi bien dans l'indice global, mais prennent clairement des mesures pour réduire les inégalités, malgré leurs revenus relativement faibles. La Sierra Leone a renforcé son engagement à rendre l'éducation secondaire gratuite en augmentant ses dépenses pour l'éducation cette année¹¹. L'État sévit contre l'évasion fiscale des sociétés minières et a introduit un impôt foncier dans la capitale, Freetown¹². Il a également relevé le salaire minimum, même si celui-ci ne concerne qu'une petite proportion de la main-d'œuvre formelle¹³.

Depuis l'indice ERI 2018, le Vietnam a augmenté ses dépenses de santé. Si cela mérite d'être salué, le pays doit faire encore mieux pour réduire les inégalités en matière de santé et les montants à la charge des citoyen-ne-s ordinaires pour les soins de santé. Le recouvrement de l'impôt au Vietnam est solide, surtout en comparaison avec d'autres pays de la région, mais il serait possible d'en faire plus pour éliminer les incitations fiscales à destination des grandes entreprises. Son score pour les droits du travail reste faible, mais pourrait grimper dans les prochains indices ERI pour peu que le pays applique le récent accord autorisant les travailleurs et les travailleuses à former leurs propres syndicats indépendants, une réelle avancée¹⁴. La réponse du Vietnam face à la pandémie de coronavirus compte parmi les meilleures au monde¹⁵. Le gouvernement envisage également d'inscrire la réduction des inégalités au cœur de son prochain plan décennal, ce qui constituerait une étape très importante et positive¹⁶.

Tableau 1 : Classement de l'indice ERI sur 158 pays – le top 10

PAYS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Norvège	14	21	1	1
Danemark	8	28	2	2
Allemagne	5	17	11	3
Belgique	7	37	8	4
Finlande	2	61	4	5
Canada	26	8	20	6
France	3	47	16	7
Nouvelle-Zélande	21	11	34	8
Autriche	10	50	18	9
Suède	11	78	7	10

Tableau 2 : Les 3 pays les mieux classés parmi les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure (PRF/PRITI)

PAYS	REVENUS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Ukraine	PRITI	24	58	39	28
République du Kirghizistan	PRITI	46	14	61	37
Togo	PRF	133	2	112	82

Le bas du classement

La lanterne rouge de l'indice ERI 2020 est le Soudan du Sud, inclus tout récemment dans l'indice et qui se classe dans les dernières places dans les trois piliers. Cela s'explique, au moins en partie, par le fait que le pays a sombré dans une guerre civile dévastatrice dans les deux ans suivant son indépendance en 2011, avec de violentes ondes de choc qui persistent encore aujourd'hui¹⁷. Mais ce mauvais classement reflète également l'incapacité du gouvernement à définir des politiques favorables à ses citoyen-ne-s : par exemple, le Soudan du Sud dépense six fois plus pour le secteur militaire et le remboursement de la dette que pour les services publics vitaux et ne perçoit qu'environ 15 % des impôts dus. Cela empêche la prestation des services les plus élémentaires : moins d'un tiers de la population a accès aux services de santé essentiels et le pays est le seul de l'indice à ne disposer d'aucun régime de retraite. Le Soudan du Sud compte trois fois plus de généraux que de médecins¹⁸.

L'Inde arrive à la 129^e place de l'indice. Son budget de la santé est le quatrième plus faible au monde. À peine la moitié de sa population a accès aux services de santé les plus essentiels et plus de 70 % des dépenses de santé sont à la charge des patient-e-s, l'un des niveaux les plus élevés au monde. La majeure partie de la main-d'œuvre touche moins de la moitié du salaire minimum ; 71 % n'ont pas de contrat de travail écrit et 54 % n'ont aucun congé payé¹⁹. En Inde, seulement 10 % environ de la main-d'œuvre occupe un emploi formel offrant des conditions de travail sûres, avec des mesures de sécurité sociale²⁰. En 2016, le gouvernement a aboli un impôt sur la fortune en vigueur depuis 1957²¹. Jusqu'à présent, la réponse de l'Inde face à la COVID-19 est consternante et le pays déplore de très nombreux morts et des millions de personnes précipitées dans le dénuement.

Le Nigeria arrive avant-dernier de l'indice, juste avant le Soudan du Sud. Le recouvrement de l'impôt au Nigeria reste à un niveau scandaleusement faible, si bien que le pays obtient également des scores très faibles en matière de services publics ; il est donc à peine surprenant qu'un enfant déscolarisé sur cinq dans le monde vit au Nigeria²². Pendant la crise du coronavirus, frappé par un effondrement des recettes issues du pétrole, l'État a divisé par deux ses budgets de la santé et de l'éducation²³.

Le Bahreïn, à l'antépénultième place de l'indice, et le Vanuatu, au sixième rang le plus bas, obtiennent de très mauvais scores en matière de fiscalité, n'imposant ni les revenus des particuliers ni ceux des entreprises. Le Bahreïn et Oman obtiennent également de faibles scores en matière de droits du travail, leur main-d'œuvre étant constituée aux quatre cinquièmes de migrant-e-s soumis-es au système de kafala, souvent qualifié d'esclavage moderne²⁴. Singapour reste l'un des pays à revenu élevé les moins bien classés, notamment du fait de son statut de paradis fiscal.

Tableau 3 : Classement de l'indice ERI sur 158 pays – les 10 pays les moins performants

PAYS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Soudan du Sud	158	155	154	158
Nigeria	156	127	158	157
Bahreïn	102	158	131	156
Tchad	157	113	145	155
Liberia	129	150	132	154
Vanuatu	115	156	115	153
Oman	108	148	138	152
République centrafricaine	155	64	157	151
Guinée-Bissau	151	132	126	150
Haïti	145	105	149	149

Tableau 4 : Les 3 pays à revenu élevé les moins bien classés

PAYS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Bahreïn	102	158	131	156
Panama	78	144	81	108
Singapour	87	145	67	107

COMBATTRE LES INÉGALITÉS EN PÉRIODE DE COVID-19

La pandémie de coronavirus frappe un monde déjà profondément marqué par les inégalités. Pays après pays, elle vient exacerber et amplifier ces inégalités. Les personnes les plus pauvres sont les moins à même de s'isoler et de se protéger. Elles sont plus susceptibles de présenter des problèmes de santé préexistants, et donc de mourir. Sur le plan économique, ce sont les citoyen-ne-s ordinaires qui perdent leur emploi par dizaines de millions et sont confronté-e-s à des niveaux de faim et de souffrance énormes. Les femmes sont parmi les personnes les plus durement frappées économiquement, car elles sont les plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et représentent 70 % du personnel de santé dans le monde²⁵.

Les inégalités économiques et raciales sont étroitement liées à travers le monde, de sorte que la crise exacerbe également les inégalités raciales. Les personnes noires occupent généralement des emplois plus précaires, ont moins accès aux soins de santé et à la protection sociale et souffrent d'autres problèmes de santé. Dans le monde entier, la pandémie de COVID-19 tue des femmes et des hommes qui étaient déjà victimes de discrimination raciale.

Du fait de leur incapacité à combattre les inégalités, la majorité des pays se sont retrouvés beaucoup plus vulnérables aux impacts sanitaires et économiques de la maladie ; la plupart n'étaient pas du tout préparés. La réponse à la crise du coronavirus est très révélatrice de l'engagement d'un gouvernement en matière de réduction des inégalités. Certains pays, comme la Corée du Sud, qui obtient déjà des scores élevés à l'indice ERI, se sont attaqués de front à la crise, en introduisant notamment un soutien financier d'urgence universel pour 22 millions de foyers²⁶. La Géorgie a mis en place la gratuité des soins en lien avec la COVID-19²⁷. À l'extrême opposé, le Kenya²⁸, qui se classait relativement bien dans l'indice ERI sur le volet de la fiscalité, a choisi de baisser les impôts sur les sociétés et le taux maximum de l'impôt sur le revenu des particuliers. En revanche, certains pays comme le Myanmar, qui avaient jusqu'alors un score ERI faible, ont trouvé un nouveau souffle face à la crise du coronavirus. Le Myanmar a renforcé son régime de protection sociale pour couvrir 21 millions de personnes, soit une augmentation de 8 684 %, alliant mesures ponctuelles et soutien régulier.

Partout dans le monde, les dépenses de santé et de protection sociale ont considérablement augmenté. Toutefois, peu de progrès ont été réalisés pour réduire les frais et dépenses à la charge des usagers empêchant les personnes vivant dans la pauvreté d'accéder aux soins de santé ; la couverture et les dépenses de protection sociale dans la plupart des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure restent dérisoires. Certains pays ont abaissé les taux de TVA (un impôt régressif) et quelques-uns ont introduit des impôts progressifs de « solidarité » pour veiller à ce que les plus riches paient leur juste part. De nombreux pays ont étendu la protection et les droits des travailleurs et travailleuses, notamment par le biais de mesures de chômage partiel, de congés maladie et d'allocations chômage. Mais on a aussi assisté à une flambée du chômage et des emplois précaires, ainsi qu'à des attaques à l'encontre des droits des travailleuses et des travailleurs.

Quel rôle les institutions financières internationales ont-elles joué après que le G20 les a chargées de mener la réponse financière mondiale face à la pandémie ? Le Fonds monétaire international (FMI) a débloqué 88 milliards de dollars pour soutenir 80 pays et est venu en aide à 28 pays en suspendant 251 millions de dollars de remboursement de la dette. D'après ses analyses, la pandémie de coronavirus va amplifier les inégalités, et le FMI suggère des mesures politiques de lutte contre les inégalités telles que des impôts de solidarité. Néanmoins, dans ses conseils aux pays, le FMI met d'ores et déjà en garde sur la nécessité de politiques d'austérité après le coronavirus afin de réduire le poids de la dette, ce qui ne fera qu'exacerber les inégalités à moins de s'engager sur une voie différente. La Banque mondiale s'est engagée à verser 160 milliards de dollars de financement d'urgence, a mobilisé 6 milliards de dollars pour son mécanisme « COVID-19 Fast-Track Facility » et finançait en juin 2020 des projets de santé dans 73 pays. Pour autant, les analyses menées par Oxfam révèlent que seulement huit de ces projets cherchent réellement à réduire le coût des dépenses de santé pour les ménages, qui précipitent chaque année des millions de personnes dans la pauvreté et les privent de fait de tout traitement.

INDICE ERI 2020 : RÉSULTATS DANS LES TROIS PILIERS

Pilier des services publics

Ce pilier s'intéresse aux mesures prises par les États dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale dont on sait qu'ils ont un potentiel énorme pour réduire les inégalités. Dans les précédentes versions de l'indice ERI, nous nous sommes intéressé-e-s aux dépenses en pourcentage du budget de l'État et à l'impact de ces dépenses sur les inégalités. Pour l'indice ERI 2020, nous avons ajouté un nouvel ensemble d'indicateurs pour mesurer la couverture et l'équité des services²⁹.

Résultats globaux pour le pilier des services publics

Les 10 pays les mieux classés dans l'indice utilisent les services publics pour combattre les inégalités. Le pays le plus performant dans le pilier des services publics, la Pologne, apporte un soutien financier aux personnes les plus pauvres par le biais de services publics d'un montant équivalent à ce qu'elles gagnent sur le marché, si bien que l'impact généré est le plus efficace. D'autres pays obtiennent de très bons résultats avec des moyens inférieurs. L'Ukraine arrive ainsi en tête du groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à la 24^e place. Son investissement dans les services publics permet de multiplier par deux les revenus disponibles des personnes les plus pauvres, mais le pays doit en faire plus en matière de santé.

Les 10 pays les moins bien classés révèlent des dépenses insuffisantes qui se traduisent par une faible couverture et un impact minime sur les inégalités.

Niveaux de dépenses et tendances

De nombreux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure allouent une part importante de leur budget à l'éducation : ils consacrent près de 16 % de leur budget à l'éducation, contre 14 % dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, reflétant la jeunesse de leur population. Dans l'indice ERI 2020, les budgets alloués dans les trois secteurs sont stables dans les pays à revenu plus élevé, mais la plupart des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont augmenté leurs dépenses, malgré de forts niveaux d'endettement grevant leur budget. L'Éthiopie se démarque en consacrant la deuxième proportion la plus élevée à l'éducation et en allouant des budgets significatifs à la santé et à la protection sociale, avec un impact déterminant en matière de réduction de la pauvreté.

Les pays d'Asie du Sud, en particulier, en font bien trop peu pour combattre les inégalités et ferment la marche dans le pilier des services publics. L'Inde, le Népal et le Sri Lanka figurent tous dans les 10 dernières places, et le Bangladesh est au 16^e rang en partant du bas de la liste.

Niveaux de couverture

En matière de couverture dans le domaine de l'éducation, on constate d'énormes différences entre les pays concernant l'achèvement du secondaire par les enfants les plus pauvres. Le Nigeria présente le fossé le plus profond entre les riches et les pauvres : 90 % des élèves les plus riches achèvent leur scolarité secondaire, contre 15 % seulement pour les enfants des ménages les plus pauvres.

La couverture de santé comprend deux composantes : la part de la population ayant accès à des services de santé « essentiels » et le nombre de personnes consacrant plus de 10 % de leurs revenus aux frais de santé. La plupart des pays à revenu élevé ont mis en place une couverture santé universelle (CSU), mais c'est également le cas de certains pays à revenu intermédiaire de la tranche

supérieure comme le Costa Rica et la Thaïlande. Ils affichent en outre à cet égard une efficacité bien supérieure : la Thaïlande parvient à garantir une couverture de santé universelle avec un budget de santé de 277 dollars par habitant-e, tandis que les États-Unis, où des millions de personnes ne sont toujours pas assurées, dépensent 11 000 dollars par habitant-e³⁰.

L'indicateur final sur la couverture s'appuie sur les prestations de retraite à titre d'approximation pour la couverture de protection sociale globale, en raison du manque de données pour les autres programmes. Au total, 40 pays atteignent une couverture de 100 % pour cet indicateur, soit tous les pays à revenu élevé sauf 10. Quelques pays à revenu plus faible illustrent qu'il est possible de parvenir à une couverture pratiquement universelle avec moins de ressources : la Bolivie a par exemple étendu sa couverture en taxant davantage le pétrole et le gaz. Mais dans plus de 50 pays, moins de la moitié des personnes âgées sont couvertes, et ce taux est même inférieur à 10 % dans 34 pays.

Impact des dépenses sur les inégalités

Il est avéré que les dépenses publiques dans les trois secteurs de la santé, l'éducation et la protection sociale réduisent systématiquement les inégalités. Toutefois, l'impact de telles dépenses varie énormément d'un pays à l'autre car l'ampleur de la redistribution dépend à la fois de son envergure et de sa progressivité : les pays dont les dépenses sont trop faibles ou ne sont pas progressives ont un impact moindre. Par exemple, en Amérique latine, l'Uruguay parvient à une meilleure redistribution tout en dépensant moins (mais de manière progressive) que de nombreux autres pays de la région, ce qui fait remonter le pays dans le classement pour ce sous-pilier. Le Guatemala, en revanche, affiche à la fois un très faible niveau de dépenses et des niveaux de progressivité faibles se traduisant par un impact quasi nul sur les inégalités. Cela explique son mauvais classement pour ce sous-pilier parmi les pays d'Amérique latine.

Pilier de la fiscalité

La fiscalité progressive est largement reconnue comme une mesure essentielle que les États peuvent déployer pour combler le fossé entre les riches et les pauvres.

Le pilier de la fiscalité dans l'indice ERI mesure divers moyens par lesquels les impôts contribuent ou non à la réduction des inégalités, en s'intéressant aux politiques fiscales, à leur mise en œuvre et à l'impact de l'impôt sur les inégalités. Il étudie également les pratiques fiscales dites « dommageables », c'est-à-dire la mesure dans laquelle un pays adopte des comportements caractéristiques d'un paradis fiscal.

Résultats globaux pour le pilier de la fiscalité

L'Afrique du Sud arrive en tête de l'indice ERI 2020, reflétant un système fiscal relativement progressif sur le papier et de bons résultats pour le recouvrement de l'impôt, concourant à en faire le système fiscal avec le plus fort impact en matière de réduction des inégalités. Le pays pourrait toutefois en faire bien davantage pour rendre son système encore plus progressif, notamment en prélevant plus d'impôts et en instaurant un impôt sur la fortune. Le pays à revenu faible affichant les meilleures performances est le Togo, qui a le deuxième système fiscal le plus progressif au monde sur le papier, mais déplore un mauvais recouvrement de l'impôt.

Le Bahreïn est bon dernier dans le pilier de la fiscalité : les impôts sur le revenu y sont insuffisants, le pays a introduit une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) régressive et il est tributaire des redevances pétrolières et des droits de douane pour financer son budget. Parmi les autres mauvais élèves dans le pilier de la fiscalité, on retrouve Oman et le Vanuatu, des pays où l'impôt sur le revenu est trop faible, ainsi que trois pays appliquant une fiscalité très faible ou à taux unique : la Moldavie, la Macédoine du Nord et la Serbie.

Progressivité des politiques fiscales

De plus en plus, les pays ayant les meilleures politiques fiscales sont des pays à revenu faible, car les nations plus riches ont systématiquement réduit leur fiscalité sur les particuliers et les entreprises les plus riches ces dernières décennies (voir l'Encadré 4 dans la Section 3).

Impôt sur le revenu des particuliers

Les pays ayant les impôts sur le revenu les plus progressifs sur le papier sont tous des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, au premier rang desquels le Togo, la République centrafricaine et le Pakistan. À l'extrême opposé, 14 pays continuent d'appliquer des régimes fiscaux régressifs à « taux unique », soumettant l'ensemble des contribuables au même taux sans tenir compte de leur niveau de richesse. Ceux-ci se concentrent principalement en Europe de l'Est et en Asie centrale. Cinq pays ne prélevaient encore aucun impôt sur le revenu des particuliers en 2019, mais les Maldives l'ont introduit en 2020.

Sur la période 2018-2019, le taux supérieur global d'impôt sur le revenu des particuliers a légèrement augmenté, voyant la Lettonie, la Lituanie et la Macédoine du Nord prendre des décisions résolues et spectaculaires pour abandonner les régimes à taux unique au profit d'une fiscalité progressive. Le Chili, le Costa Rica et la Malaisie prévoient pour leur part des augmentations en 2020.

Impôt sur les sociétés

Les pays ayant les plus hauts taux d'impôt sur les sociétés appartiennent presque tous à la catégorie des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, comme le Guyana, le Bangladesh, le Tchad, la Guinée, la Jordanie et la Zambie. À l'inverse, les Bahamas, le Bahreïn et le Vanuatu n'appliquent aucun impôt sur les sociétés.

D'après les dernières tendances, les États-Unis se démarquent par une énorme réduction de l'impôt sur les sociétés, qui recule de 13 %. L'Indonésie, qui affichait des performances exceptionnelles dans l'indice ERI 2018, a abaissé son taux d'impôt sur les sociétés de 8 points ; la réduction atteint 9 points de pourcentage en Belgique³¹. Toutefois, presque autant de pays ont augmenté leurs taux, avec une mention spéciale pour Trinité-et-Tobago, l'Ouzbékistan, la Lettonie, la Corée du Sud et l'Équateur. Dans l'ensemble, le taux moyen d'impôt sur les sociétés n'a donc baissé que de 0,2 % pour s'établir à 23,9 %.

Taxe sur la valeur ajoutée

La TVA est habituellement un impôt régressif, si bien que des taux plus élevés exacerbent les inégalités. Toutefois, une quarantaine de pays prennent des mesures pour la rendre neutre ou progressive, par exemple en exemptant les produits alimentaires de base. En revanche, le Danemark, le Brésil, la Hongrie et la Lituanie ont des taux dépassant les 20 %.

Un nombre relativement faible de pays ont modifié leur taux de TVA depuis 2018, la Chine étant le seul pays à appliquer une réduction considérable de 4 %, signe de sa volonté de réduire sa dépendance vis-à-vis des impôts indirects ; 10 pays ont augmenté leurs taux, Bahamas en tête, afin de combler leurs déficits budgétaires. Le taux de TVA moyen dans le monde (en incluant huit nouveaux pays appliquant une TVA) a augmenté de 0,2 % pour passer à 15,7 %.

Pratiques fiscales dommageables

L'indice ERI inclut à titre d'indicateur négatif la propension des pays à adopter et à déployer des pratiques fiscales dommageables, attirant les bénéfices des entreprises d'autres pays et érodant l'assiette fiscale de ceux-ci et leur capacité à combattre les inégalités.

Singapour est le moins bien classé sur cet indicateur. Il présente l'un des rapports les plus élevés au monde entre investissement étranger direct et produit intérieur brut (PIB), mais il s'agit en grande partie d'investissements « fantômes » imputables aux faibles taux d'imposition du pays et à une vaste palette d'incitations fiscales conçues pour attirer les investissements ou domicilier la propriété intellectuelle ou les activités de recherche ou de trésorerie. Parmi les autres pays à la traîne, six sont membres de l'UE. Le haut de la liste regroupe 26 pays sans pratiques fiscales dommageables, dont 23 pays à revenu faible, ainsi que le Danemark et la France comme uniques représentants de l'OCDE.

Recouvrement de l'impôt

Pour l'indice ERI 2020, nous avons légèrement modifié la méthodologie afin que cet indicateur s'intéresse uniquement à la « productivité », c'est-à-dire le pourcentage d'impôt que chaque pays perçoit par rapport au montant théorique d'après les taux d'imposition fixés. À cet égard, les plus performants sont des pays comme les Seychelles, la Nouvelle-Zélande, le Luxembourg, la Barbade, le Danemark et l'Algérie, qui perçoivent tous plus des deux tiers de ce que leurs taux devraient produire. À l'extrême opposé, des pays comme le Nigeria et Oman affichent un taux de recouvrement inférieur à 15 %. La productivité fiscale moyenne a légèrement augmenté (de 0,3 %) depuis l'indice ERI 2018.

Impact de la fiscalité sur le coefficient de Gini

À l'échelle mondiale, le système fiscal reste légèrement régressif, reflétant la forte dépendance de nombreux pays vis-à-vis des recettes de TVA et le recouvrement très faible des impôts progressifs. On peut toutefois se réjouir du fait que le système fiscal soit devenu légèrement moins régressif depuis 2018, les régimes fiscaux de 86 pays ayant gagné en progressivité en percevant une part plus importante de recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu, tandis que 68 pays sont devenus moins progressifs.

Les pays dont le régime fiscal est le plus axé sur la réduction des inégalités sont l'Irlande, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, l'Argentine et la Géorgie, selon les dernières analyses de l'institut CEQ (Commitment to Equity Institute) et de l'OCDE. Leurs régimes fiscaux progressifs, alliés à un fort recouvrement de l'impôt, leur ont permis de réduire leur coefficient de Gini ³² d'environ quatre points rien que par le biais de la fiscalité. Les pays avec les régimes fiscaux les moins progressifs sont principalement concentrés en Europe de l'Est, à l'image de la Bulgarie, qui applique un taux unique en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et de faibles taux d'imposition sur les sociétés, et dépendent des impôts indirects.

Impôts sur la fortune

Le rapport sur l'indice ERI 2020 étudie le potentiel de différents types d'impôts sur la fortune à mobiliser des recettes bien supérieures. Comme les inégalités de richesses augmentent bien plus rapidement que les inégalités de revenus, le potentiel en matière de réduction des inégalités par le biais des impôts sur la fortune est très élevé. D'après ce que l'on observe dans les pays, les mesures les plus susceptibles de générer des recettes supérieures sont l'instauration d'impôts sur le patrimoine et l'amplification des efforts pour percevoir des impôts sur les plus-values. Les impôts et droits fonciers présentent quant à eux un potentiel certes inférieur mais précieux (en particulier dans les pays à revenu faible), de même que les droits de succession, les impôts sur les revenus financiers et les impôts sur les transactions financières. Face à l'indispensable augmentation des recettes pour lutter contre la crise de la COVID-19 et financer l'amélioration des services public conformément aux Objectifs de développement durable (ODD), les impôts fonciers et sur la fortune pourraient engendrer des milliers de milliards de dollars supplémentaires.

Pilier du travail

Le pilier du travail pour l'ERI mesure le respect des syndicats, la protection légale des travailleuses et

les salaires minimums. Il mesure les niveaux de chômage et d'emploi précaire et informel. En 2020, nous avons enfin introduit un nouvel indicateur qui s'intéresse à l'impact des inégalités sur le marché du travail.

Résultats globaux pour le pilier du travail

Le top 10 dans le pilier du travail est trusté par des pays européens à revenu élevé, témoignage d'une longue tradition de respect des droits du travail et des droits des femmes. Parmi les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure obtenant les meilleurs scores, on peut citer la Bolivie, qui était connue jusqu'en 2019 pour ses politiques progressives en matière de travail et pour le dynamisme de ses syndicats, bien que ceux-ci ne représentent que les travailleurs et travailleuses salarié-e-s, soit environ un tiers de la population occupant un emploi. À l'autre bout de l'échelle, 8 des 10 plus mauvais élèves sont des pays africains à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, reflétant principalement de très faibles scores en matière de droits du travail des femmes. L'Inde, où les droits du travail sont faibles et où l'emploi précaire est très répandu, se classe huitième en partant du bas.

Droit du travail

En 2017 (dernière année pour laquelle étaient évalués les droits du travail), on a noté une légère détérioration au niveau du respect moyen des droits du travail au niveau mondial. La plupart des pays obtenant les meilleurs scores étaient des pays de l'OCDE, au premier rang desquels la Finlande, mais la Dominique et les Palaos étaient également représentés car ils respectaient la quasi-totalité des conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Six pays (le Bélarus, la Chine, l'Égypte, la RDP du Laos, l'Ouzbékistan et le Vietnam) restent en bas de classement de l'indice car ils interdisent les syndicats indépendants. D'un autre côté, le score très faible du Vietnam est atténué par le récent accord concernant la ratification de la convention de l'OIT relative à la liberté d'association d'ici 2023, qui pourrait autoriser les syndicats indépendants à partir de 2021 dans le cadre de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam négocié récemment³³. Par ailleurs, l'Égypte a adopté en 2017 une loi autorisant la création de syndicats indépendants ; la législation inclut toutefois des restrictions et des obstacles administratifs considérables.

La Bolivie et la Gambie étaient les pays qui s'étaient le plus améliorés en matière de respect des droits du travail en 2017, aux côtés du Botswana, du Lesotho et de l'Eswatini (anciennement Swaziland). Les améliorations en matière de droits du travail ne bénéficient toutefois qu'aux travailleurs et travailleuses salarié-e-s. À l'inverse, les Maldives et le Brésil dégringolaient dans le classement en raison de l'attitude de leur gouvernement respectif vis-à-vis des syndicats.

Droits des femmes sur le lieu de travail

Malgré une légère amélioration du score ERI global en matière de respect des droits des femmes, cela masque des changements au sein des droits spécifiques mesurés. Certains pays, y compris tout récemment le Soudan du Sud, ont amélioré leur législation sur l'égalité de rémunération et contre les discriminations fondées sur le genre sur le lieu de travail. Malgré tout, 10 pays n'ont toujours aucune législation dans ces deux domaines.

Près de la moitié des pays inclus dans l'indice ERI ne disposent d'aucune législation appropriée face au viol, et un sur cinq n'a aucune loi criminalisant le harcèlement sexuel. Des progrès considérables ont été réalisés concernant les lois sur le harcèlement sexuel depuis 2017, avec 15 nouvelles lois nationales, mais on ne recense que quatre améliorations dans les lois sur le viol. De plus, la plupart des « meilleures » lois contre le viol exigent encore que la victime apporte la preuve des violences subies, plutôt que de définir le viol comme l'absence de consentement (ce que l'indice ERI considérera à l'avenir comme la norme).

Sur une note plus encourageante, de nombreux pays s'améliorent sur la question des congés parentaux. Des pays comme le Soudan du Sud, l'Éthiopie, la Zambie, les Fidji et le Paraguay ont allongé le congé maternité ; le Népal, l'Éthiopie, la Jordanie et le Liban ont allongé le congé paternité ; enfin, la Nouvelle-Zélande a prolongé les congés parentaux de 40 jours depuis 2018. En revanche, de façon décevante, cinq pays (Lesotho, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Suriname, Tonga et États-Unis) refusent toujours aux parents le moindre congé payé.

Salaire minimum

La plupart des pays obtenant les meilleurs scores en matière de salaire minimum sont les pays à revenu faible, qui définissent sur le papier des politiques plus généreuses. Les plus grandes augmentations effectives en 2019 ont été actées par les Îles Salomon et le Kazakhstan, alors que cinq États membres de l'UE ont également augmenté les salaires minimums réels pour s'approcher de l'objectif de 60 % des salaires moyens. Au total, 96 pays ont relevé le niveau de leur salaire minimum, mais beaucoup de rémunérations n'ont pas augmenté aussi vite que le PIB, entraînant un léger recul global des scores.

Pour l'indice de cette année, nous avons apporté deux modifications au mode de calcul du salaire minimum. Certains pays comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et la Grèce, appliquent un salaire minimum inférieur pour les jeunes. Nous les avons donc pénalisés pour cela entre 2 % et 10 %, conformément à la politique de l'OIT. Nous nous sommes en outre montrés plus sévères envers 12 pays qui excluent une partie des travailleurs et travailleuses (dans certains secteurs, les migrant-e-s, etc.), leur attribuant systématiquement un score nul. La moitié de ces pays se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Toutefois, depuis l'indice ERI 2018, Djibouti a étendu les salaires minimums au secteur privé, et l'Égypte, l'Éthiopie et les Maldives prévoient d'en faire de même.

La plupart des salaires minimums sont bien inférieurs aux rémunérations qui permettraient aux travailleurs et travailleuses de satisfaire leurs besoins essentiels, appelées « salaires décents ». De nombreuses initiatives ont été lancées à travers le monde pour rapprocher les salaires minimums des salaires décents, mais l'évolution est bien lente dans la plupart des pays : par exemple, le salaire minimum au Rwanda n'est que de 2 % d'un salaire décent et il n'a pas changé depuis 1974.

Emplois précaires

De nombreux pays à revenu faible s'en sortent bien dans le pilier du travail de l'indice ERI 2020, en particulier pour ce qui est des salaires minimums. Il est toutefois essentiel de garder à l'esprit que les politiques progressives sur le travail de pays comme le Mozambique et le Niger s'appliquent uniquement à une petite partie de la population, 80 à 95 % des travailleurs et travailleuses occupant des emplois précaires où ces droits n'ont pas cours. Les femmes, en particulier, sont beaucoup plus susceptibles d'occuper un emploi précaire. Cela révèle le besoin essentiel de politiques plus fortes pour encourager l'emploi formel, réduire le chômage et étendre certains droits aux travailleurs et travailleuses précaires. Dans l'indice ERI 2020, nous avons également élargi la définition de travailleurs précaires pour y inclure les travailleurs et travailleuses privé-e-s de droits légaux par le double système formel du travail connu sous le nom de « kafala » au Bahreïn et à Oman. Par conséquent, ces pays pointent respectivement à la 131^e et à la 138^e place du pilier du travail. Alors que des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN) appliquent encore le système de kafala, le Qatar a introduit une réforme majeure du travail en 2020 afin de permettre aux travailleurs et travailleuses migrant-e-s de changer d'emploi sans avoir besoin de la permission de l'employeur. Cette évolution sans précédent marque la fin effective du système de kafala à condition que la loi soit appliquée³⁴. On espère que d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord prendront des mesures similaires afin d'abolir ce système d'esclavage moderne.

Impact : inégalités salariales

Les politiques du travail et leur couverture ne suffisent pas pour évaluer les progrès réalisés par les pays en matière d'inégalités. Les politiques doivent avoir un impact en termes de réduction du fossé entre les riches et les pauvres. À cet égard, les inégalités salariales semblent les plus faibles au sein de pays de l'OCDE comme la Belgique, le Danemark, la Norvège et d'autres pays ayant un coefficient de Gini pour les salaires compris entre 0,27 et 0,36. D'un autre côté, les pays qui s'en sortent le moins bien sont principalement concentrés en Afrique subsaharienne, le Niger, le Liberia et l'Ouganda affichant des inégalités salariales extrêmes. Cela reflète deux facteurs majeurs : la mauvaise application des politiques sur les droits des femmes et les salaires minimums, et les hauts niveaux d'emploi précaire et informel dans ces pays.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La crise du coronavirus a révélé l'ampleur des inégalités dans le monde et risque de les exacerber encore dans la plupart des pays. Jamais il n'aura été aussi urgent que les gouvernements s'engagent rapidement à réduire les inégalités.

1. Mesures urgentes des gouvernements pour réduire drastiquement les inégalités

Face à la pandémie de coronavirus, les gouvernements doivent améliorer considérablement leurs efforts en matière de progressivité des dépenses publiques, de fiscalité, de salaire et de protection des travailleuses et des travailleurs dans le cadre des plans nationaux de réduction des inégalités prévus par l'ODD 10.

Ces plans doivent inclure des mesures pour augmenter l'imposition des entreprises les plus riches et des particuliers les plus fortunés et mettre fin à l'évasion fiscale et au « nivellement par le bas » de l'impôt. Il faut accroître les dépenses consacrées aux services publics et à la protection sociale et améliorer leur impact sur la couverture et les inégalités. La pandémie de coronavirus a révélé l'urgence sans précédent d'atteindre les cibles des ODD en matière de soins de santé universels et de protection sociale. Il faut également procéder au contrôle systématique des dépenses publiques, en sollicitant la participation des citoyen-ne-s à la surveillance budgétaire. Les travailleuses et les travailleurs doivent recevoir des salaires décents et bénéficier d'une meilleure protection de leurs droits du travail. Il est essentiel que les femmes et les filles en particulier puissent jouir de leurs droits à l'égalité salariale, à la non-discrimination et à la protection contre le harcèlement sexuel et le viol, y compris dans le cas des travailleuses précaires. Les congés parentaux doivent être étendus et des investissements massifs sont nécessaires dans les soins rémunérés afin de réduire le fardeau du travail de soin non rémunéré pesant sur les femmes.

2. Impact et analyse des politiques de lutte contre les inégalités

Les États, les institutions internationales et d'autres parties prenantes doivent collaborer en vue d'améliorer rapidement et radicalement les données sur les inégalités et les politiques connexes, et de permettre le contrôle précis et régulier des progrès réalisés dans la réduction des inégalités. Les gouvernements et les institutions internationales doivent ensuite analyser l'impact distributif de toute politique proposée et fonder leurs choix d'orientation sur celles qui réduisent les inégalités. Les grandes priorités identifiées lors de l'ERI de cette année sont l'amélioration des données et de l'analyse portant sur : l'impact des dépenses pour l'éducation, la santé et la couverture des services de protection sociale, ainsi que pour la réduction des inégalités ; la prévalence des impôts sur la fortune, le montant des impôts qui pourraient être perçus, l'impact de la fiscalité sur les inégalités et les pratiques nuisant au recouvrement de l'impôt auprès des particuliers ; et la couverture et l'application des droits du travail, de l'égalité entre les femmes et les hommes et des salaires minimums dans tous les pays.

3. Ensemble contre les inégalités

Les États et les institutions internationales qui prennent toute la mesure des impacts profondément néfastes des inégalités et de la nécessité de les réduire rapidement doivent unir leurs forces pour exiger une action urgente, en particulier face à l'augmentation catastrophique des inégalités susceptible de survenir suite à la pandémie de coronavirus. Les mesures politiques les plus pressantes incluent un engagement mondial et un financement international pour s'assurer que les vaccins contre la COVID-19 seront gratuits pour tous les pays, ainsi qu'un déploiement à beaucoup plus grande échelle de la protection sociale afin de protéger la main-d'œuvre dans les pays à revenu faible. Dans la perspective du relèvement à plus long terme de la pandémie de coronavirus, le risque est toutefois grand de voir le monde se tourner vers l'austérité et les coupes budgétaires pour réduire le fardeau de la dette, comme cela a été le cas au lendemain de la crise financière mondiale de 2008. Pour prévenir une telle dérive, la communauté internationale doit renforcer sa solidarité en appuyant l'émission à grande échelle de nouveaux droits de tirage spéciaux du FMI, en prolongeant le moratoire actuel sur la dette jusqu'à 2022 et en permettant un effacement complet de la dette pour que les remboursements ne se fassent plus aux dépens du financement des services publics. Il faut enfin instaurer des impôts de solidarité sur la fortune et les revenus et orienter une partie des recettes ainsi générées vers les pays à revenu faible.

NOTES

- 1 En 2001, les gouvernements des pays d'Afrique se sont engagés à allouer au moins 15 % de leur budget au secteur de la santé, dans ce que l'on appelle aujourd'hui la Déclaration d'Abuja. Aucun objectif mondial n'a été fixé, mais cette démarche a été prise en exemple au-delà du continent africain. <https://africanarguments.org/2020/04/27/19-years-africa-15-health-abuja-declaration/>
- 2 OIT (2017), Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_624892/lang--fr/index.htm
- 3 Pour une discussion étayée sur les preuves que les mesures prises dans ces trois domaines influent grandement sur les inégalités, voir M. Martin et M. Lawson (2018), Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018 : Classement mondial des États selon leurs actions concrètes pour s'attaquer à l'écart entre riches et pauvres. DFI et Oxfam. DOI: <http://dx.doi.org/10.21201/2018.3415> et www.inequalityindex.org
- 4 Les classements complets sont disponibles dans l'annexe du rapport et au format interactif à l'adresse suivante : <http://www.inequalityindex.org>
- 5 Pour plus de détails sur les changements apportés dans la nouvelle méthodologie, voir la note méthodologique à l'adresse suivante : www.inequalityindex.org
- 6 Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et base de données sur les richesses, accessibles à l'adresse <https://stats.oecd.org>. <https://www.tnp.no/norway/economy/poverty-income-inequality-increase-norway>
- 7 Jonas Schytz Juul, Erik Bjørsted (2017), 52 mia. kr. i skattelettelser er primært gået til de rigeste. https://www.ae.dk/sites/www.ae.dk/files/dokumenter/analyse/ae_52-mia-kr-i-skattelettelser-er-primært-gaaet-til-de-rigeste.pdf
- 8 Sune Caspersen (2018), Siden 2010 er indkomsten stagneret for de 40 pct. Fattigste. https://www.ae.dk/sites/www.ae.dk/files/dokumenter/analyse/ae_siden-2010-er-indkomsten-stagneret-for-de-40-pct-fattigste_0.pdf
- 9 Stor ulighed i danskernes nettoformuer <https://fho.dk/wp-content/uploads/2019/02/stor-ulighed-i-danskernes-formuer.pdf>
- 10 Mie Dalskov Pihl, Frederik Steiner (2017), Danmark bruger færre penge på uddannelse. https://www.ae.dk/sites/www.ae.dk/files/dokumenter/analyse/ae_danmark-bruger-faerre- penge-paa-uddannelse_0.pdf
- 11 Afro Barometer (2020), Majority of Sierra Leoneans like universal free education but call for greater investment. http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%A4ches/ab_r8_dispatchno378_sierraleoneans_lik_e_free_universal_education_call_for_greater_investment.pdf
- 12 The Economist (2020), A mayor is reforming Sierra Leone's rotten property tax. <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/06/18/a-mayor-is-reforming-sierra-leones-rotten-property-tax>
- 13 Politico SL (2020), Parliament passes Sierra Leones 2020 budget. <https://politicosl.com/articles/parliament-passes-sierra-leones-2020-budget>
- 14 Commission européenne (2020), Entrée en vigueur de l'accord commercial UE-Viêt Nam. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1412
- 15 Le gouvernement vietnamien a débloqué une enveloppe de près de 2,7 milliards de dollars pour 20 millions de personnes vulnérables directement affectées par la pandémie de coronavirus. Depuis avril 2020, les employé-e-s voyant leur contrat de travail temporairement suspendu et prenant plus de 14 jours de congés sans solde sont éligibles à une subvention de 1,8 millions de dongs vietnamiens (76,74 dollars) par mois pendant trois mois. VOA (2020), For Vietnam's Poor, Access To Relief Aid Key To Joining Re-Opening Economy. <https://www.voanews.com/covid-19-pandemic/vietnams-poor-access-relief-aid-key-joining-re-opening-economy>. Voir également Hanoi Times (2020), Vietnam kicks off financial relief package for 20 million vulnerable people. <http://hanoitimes.vn/us27-billion-financial-relief-package-for-vulnerable-people-becomes-effective-311695.html>.
Oxfam et un réseau partenaire d'organisations de la société civile pour les travailleuses et travailleurs migrants (M-NET) a réussi à influencer le ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales pour la mise en place d'un mécanisme national de feedback avec une hotline destinée à la main-d'œuvre migrante.
- 16 Personnel d'Oxfam au Vietnam : communications personnelles.
- 17 Al Jazeera (2020), Timeline: South Sudan since independence. <https://www.aljazeera.com/news/2020/02/timeline-south-sudan-independence-200222173029619.html>
- 18 Le Soudan du Sud compte 700 personnalités militaires au rang de général, soit environ trois fois plus de généraux que de médecins. Les taux de mortalité infantile et maternelle du pays sont encore parmi les pires au monde, avec 99 enfants sur 1 000 naissances viables mourant avant l'âge de cinq ans et 1 150 décès maternels pour 100 000 accouchements.
- 19 S. Varma (2019), Govt. Report Reveals Shocking Conditions of Workers in India. NewsClick. <https://www.newsclick.in/govt-report-reveals-shocking-condition-workers-india#:~:text=A%20recently%20released%20government%20report,areas%20working%20much%20beyond%20the>
- 20 M. Kugler et S. Sinha (2020), The impact of COVID-19 and the policy response in India. Brookings. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/07/13/the-impact-of-covid-19-and-the-policy-response-in-india/>
- 21 K. Singh (2020), It's Time for a Solidarity Tax. The Wire. <https://thewire.in/government/coronavirus-solidarity-tax-wealthy>
- 22 Voir UNICEF au Nigeria (non daté), Education. <https://www.unicef.org/nigeria/education>
- 23 E. Akinwotu (2020), Nigeria to cut healthcare spending by 40% despite coronavirus cases climbing. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/jun/10/nigeria-to-cut-healthcare-spending-by-40-despite-coronavirus-cases-climbing> ; Civil Society Action Coalition on Education For All (CSACEFA) (2020), Education Financing: Withdrawn Your Request to Reduce Education Funds by 54% Immediately: CSACEFA to Buhari.

- <https://www.csacefa.org/index.php/education-financing-withdrawn-your-request-to-reduce-education-by-54-immediately/>
- 24 Voir par exemple CSI (2016), Les pays du Golfe et le travail forcé. <https://www.ituc-csi.org/les-pays-du-golfe-et-le-travail-et-human-rights-watch> (2020), Lebanon: Abolish Kafala (Sponsorship) System. <https://www.hrw.org/news/2020/07/27/lebanon-abolish-kafala-sponsorship-system>
 - 25 OIT (2018), Care Work and Care Jobs: The future of decent work. OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_633135.pdf
 - 26 H. N. Park (2020), Distribution of COVID-19 relief funds begins. The Korea Herald. <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20200504000558> ; et U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures. Groupe de la Banque mondiale, Washington DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635>
 - 27 COVID-19 Health System Response Monitor (2020), Policy responses for Georgia. <https://www.covid19healthsystem.org/countries/georgia/livinghit.aspx?Section=4.2%20Entitlement%20and%20coverage&Type=Section>
 - 28 En plus d'abaisser le taux maximum d'imposition, le gouvernement kenyan, à l'instar de nombreux autres États, a également réduit de 2 % le taux de TVA affiché. Cette mesure, plus progressive, bénéficie bien davantage aux ménages à faibles revenus. Fonds monétaire international (FMI) (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#K>
 - 29 Ces indicateurs incluent l'achèvement du secondaire par les enfants les plus pauvres, la portée de la couverture des soins de santé essentiels, le nombre de citoyen-ne-s consacrant plus de 10 % du budget de leur ménage aux soins de santé et le nombre de personnes en âge d'être à la retraite bénéficiant effectivement de prestations de retraite.
 - 30 Peter G. Peterson Foundation (2020), Why Are Americans Paying More For Healthcare? <https://www.pgpf.org/blog/2020/04/why-are-americans-paying-more-for-healthcare#:~:text=In%202018%2C%20the%20United%20States,to%2018%20percent%20in%202018>
 - 31 Ces modifications apportées par l'Indonésie et la Belgique couvrent les baisses déjà introduites et celles prévues sur les quelques prochaines années.
 - 32 Le coefficient de Gini est la mesure standard du niveau d'inégalités dans un pays, l'égalité parfaite étant atteinte à 0 et l'inégalité la plus extrême avec un résultat de 1. Les pays les plus égalitaires ont un coefficient de Gini autour de 0,2, tandis que les plus inégalitaires se situent autour de 0,6.
 - 33 Commission européenne (2020), Entrée en vigueur de l'accord commercial UE-Viêt Nam. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1412
 - 34 The Guardian. (2020). New employment law effectively ends Qatar's exploitative kafala system. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/sep/01/new-employment-law-effectively-ends-qatars-exploitative-kafala-system>

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été produit par une petite équipe conjointe de Development Finance International et d'Oxfam International.

Chez DFI, Matthew Martin a été l'un des auteurs principaux du rapport et a dirigé l'équipe de compilation des données sur le travail. Jo Walker était chef de projet de l'indice ERI et auteur du chapitre sur les services publics. David Waddock a conçu et déployé la base de données globale et a dirigé l'équipe de compilation des données sur la fiscalité. Maria Holloway a dirigé l'équipe de compilation des données sur les services publics.

Chez Oxfam, Max Lawson a été l'un des auteurs principaux du rapport. Anthony Kamande a coordonné le travail d'Oxfam et apporté son soutien aux recherches. Nabil Abdo a rédigé le chapitre sur le travail. Didier Jacobs et Anthony Kamande ont participé à la vérification de la base de données. Anna Coryndon, Annie Thériault, Nick Galasso, Rachel Wilshaw, Sarah Hall, Emma Marie Holten, Katie Malouf, Anna Marriott, Nguyen Quang Thai, Anjela Taneja, Ellen Ehmke et Alvic Padilla, anciennement avec Christian Aid aux Philippines, ont apporté d'excellentes contributions. Alex Prats, Annie Thériault, Anthony Kamande, Charlotte Friar, Chiara Mariotti, Didier Jacobs, Ivan Nikolic, Kwesi Obeng, Mustafa Talpur, Max Lawson, Mikhail Maslennikov, Matthew Martin, David Waddock, Maria Holloway, Jo Walker et Patricia Espinoza Revollo ont joué un rôle majeur dans la supervision du projet et l'amélioration de la méthodologie de l'indice ERI. De nombreux affiliés et bureaux pays d'Oxfam et des expert-e-s sectoriel-le-s de haut niveau au sein d'Oxfam ont apporté leur précieuse contribution pour améliorer la qualité des données grâce à des sources de données plus récentes, ainsi que pour clarifier les tendances politiques nationales.

Isabel Ortiz (université de Columbia) et le personnel de l'OIT, de la Confédération syndicale internationale (CSI), du FMI, de l'UNESCO et de l'OMS ont apporté de précieuses contributions en matière de méthodologie, de données et d'analyse. Giulio Caperna, Eleni Papadimitriou et Matija Kovacic du Centre de compétence sur les indicateurs composites et les tableaux de bord, du Centre de recherche commun de la Commission européenne, nous ont fourni d'excellents conseils sur l'indice et sur l'évaluation de la robustesse disponible dans une annexe distincte.

Enfin, Development Finance International et Oxfam sont extrêmement reconnaissants envers l'Open Society Foundation, la Gates Foundation et Norwegian Church Aid pour le financement des travaux ayant permis de produire l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités.

Photo de couverture : Inde, mai 2020 : travailleurs migrants bloqués pendant la pandémie de coronavirus et contraints de rentrer chez eux en traversant des limites d'états. Oxfam Inde distribue des repas chauds et de l'eau potable. Crédit photo : Neha Rani Varma/Oxfam Inde

Pour de plus amples informations sur l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités et sur vos moyens d'action pour lutter contre les inégalités dans le monde, ou pour consulter les données et la méthodologie utilisées pour rapport, rendez-vous sur www.inequalityindex.org

Pour de plus amples informations sur les problématiques évoquées dans ce rapport ou pour nous envoyer vos commentaires sur le rapport, veuillez envoyer un e-mail à matthew.martin@dri.org.uk et max.lawson@oxfam.org

© Development Finance International et Oxfam International octobre 2020

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour DFI et Oxfam International en octobre 2020. DOI: 10.21201/2020.6515
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

DEVELOPMENT FINANCE INTERNATIONAL

Development Finance International est une organisation à but non lucratif de promotion, de conseil et de recherche en matière de renforcement des capacités, qui travaille avec plus de 50 gouvernements et organisations internationales et organisations de la société civile dans le monde pour contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités grâce au financement du développement. Pour plus d'informations, consultez www.development-finance.org et www.governmentspendingwatch.org

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 67 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Veuillez contacter l'une des organisations pour toute information complémentaire ou consultez www.oxfam.org.